



Unité d'action, contre le gouvernement et le patronat !

La nouvelle année commence fort. Le gouvernement et le patronat persistent et signent. Ils veulent déréglementer davantage, flexibiliser encore plus le marché du travail. Après le « Contrat Nouvelles Embauches » qui précarise des millions de salariés dans les PME de moins de 20 salariés, ce sont des mesures concernant les jeunes de moins de 26 ans qui seront mises en œuvre, soi-disant pour faciliter leur embauche. En fait, le gouvernement va instaurer un nouveau « contrat jeune », avec de nouvelles aides au patronat, qui s'ajoutera à la généralisation de l'apprentissage dès l'âge de 14 ans. Bref, on veut faire aussi de la jeunesse une force de travail « formatée » pour les besoins du patronat. Et toujours dans le même domaine, la Cour de cassation vient de d'autoriser et de légaliser des licenciements qui anticiperaient des problèmes de compétitivité des entreprises. La dirigeante du MEDEF, Laurence Parisot, en rajoute même en demandant « *d'abandonner une durée légale du travail* ».

UNITE D'ACTION, OUI !
« GAUCHE PLURIELLE N° 2 », NON !

Ces attaques exigent aujourd'hui une mobilisation unitaire de toute la gauche sociale et politique. Tous les partis, associations, syndicats, toutes celles et ceux qui refusent les attaques gouvernementales doivent réagir ensemble.

Sans conditions, sans préalables, il faut s'unir contre la politique du gouvernement et du patronat, pour défendre les revendications des salariés et tous les droits démocratiques. Mais au lieu d'organiser une riposte à la hauteur de ces attaques gouvernementales

et patronales, la direction du Parti socialiste ne pense qu'à 2007, à ses multiples candidats, et à reconstruire une nouvelle « gauche plurielle » avec les Verts, les Radicaux et le Parti communiste. Loin d'avoir tiré les enseignements de l'expérience Jospin, et les leçons du référendum contre la Constitution européenne, le Parti socialiste a confirmé son adaptation au social-libéralisme et veut de nouveau entraîner toute la gauche dans cette galère. Nous ne serons pas partie prenante de réunions ou de coalitions qui débouchent sur un projet politique global gouvernemental d'une gauche plurielle N°2. Nous n'avons pas vocation à discuter d'un programme de gouvernement avec les sociaux libéraux.

TOUS ENSEMBLE !

Et maintenant, sans attendre, doivent se discuter dans les entreprises, et dans les quartiers, des propositions pour l'action. Depuis le début de l'année, se sont développées des luttes partielles, contre les licenciements et les suppressions d'emploi, pour l'augmentation des salaires, pour la défense des services publics. Tout le monde du travail doit s'unir pour défendre ces revendications : il faut multiplier les initiatives de coordinations des luttes. Face à l'arrogance gouvernementale et patronale, un front syndical unitaire doit se constituer pour appeler à une véritable mobilisation qui aille au-delà des journées d'action sans lendemain. Tous ensemble, c'est la seule voie pour faire vraiment reculer le gouvernement et le patronat.

Le 16 janvier 2006

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :